

Libye : les raisons cachées de l'esclavage des migrants

Tapé Groubera

La diffusion le 14 novembre 2017, par la chaîne américaine CNN des images montrant des migrants venus d'Afrique subsaharienne faisant l'objet d'enchères a créé de l'émoi et a provoqué l'indignation chez beaucoup d'Africains subsahariennes dont les ancêtres avaient été déportés. Cherchons, au-delà de l'émotion, les raisons qui ont conduit à cette situation invraisemblable au XXI^e siècle.

Pourquoi Nicolas Sarkozy conduit une guerre impérialiste et l'ONU la légitime ?

Le 11 décembre 2007, Mouammar Kadhafi était reçu en grande pompe à l'Élysée par Nicolas Sarkozy alors président de la République française. La raison en était non seulement des contrats, mais aussi un retour d'ascenseur. Alors qu'il était Ministre de l'intérieur dans le gouvernement de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, s'était tourné vers Mouammar Kadhafi pour qu'il l'aide à financer sa campagne présidentielle. C'est ainsi que, comme le révèlent Fabrice Arfi et Karl Laske de Médiapart, il y aurait eu « fin 2006 et début 2007, trois valises d'argent liquide préparées par le régime libyen qui contenaient un montant total de cinq millions d'euros ». Cette pratique n'est pas nouvelle pour les candidats aux élections présidentielles françaises. Les candidats de droite comme ceux de la gauche social-démocrate se font financer par des dirigeants africains. Cela fait partie du système nébuleux appelé « Françafrique ». Ce qui est nouveau dans le cas de Nicolas Sarkozy, c'est qu'il soit sorti du « pré-carré » français en Afrique, des pays africains qui avaient été colonisés par la France.

Devenu, le 7 mai 2007, le sixième président de la V^e République Nicolas Sarkozy presse Kadhafi de concrétiser les contrats d'achat d'armes et d'avions. Mais Kadhafi va changer d'avis et Sarkozy va lui en vouloir. Il veut aussi effacer les traces du financement occulte fait par Kadhafi. À côté de celles-ci, il y en a qui concernent les intérêts des Occidentaux :

- Kadhafi a soutenu l'ANC en Afrique du sud alors que les gouvernements occidentaux la considéraient comme une organisation terroriste. Ce n'est qu'en 2008 que le nom de Nelson Mandela a été retiré, par les USA de la liste des terroristes.

- Kadhafi est panafricain donc habité par un esprit de souveraineté pour l'Afrique. Il voulait l'intégration des états africains. Pour ce faire, toutes les bases militaires étrangères devraient quitter le continent africain. Or la France en possède plus de vingt. Il faudrait aussi réaliser l'autonomie financière du continent, sortir du schéma des institutions financières (FMI et Banque mondiale). Ainsi, « le guide libyen va s'investir personnellement dans un triple projet de création : à Syrte en Libye de la Banque africaine d'investissement (BAI) ; du Fonds monétaire africain (FMA), en 2011, avec un capital de 42 milliards de dollars avec Yaoundé [Cameroun] pour siège ; et de la Banque centrale africaine (BCA) avec le siège à Abuja au Nigéria »¹

Or depuis 1945, la France impose le franc des Colonies Françaises d'Afrique (f CFA) à 14 États africains qui versent 50% de leurs avoirs au Trésor français. Une autre raison est que pour un coût de 300 millions de dollars, l'Afrique a effectué le lancement du tout premier satellite de communication de son l'histoire, le 26 décembre 2007 et évite ainsi de payer comme le souligne Paul Pougala « un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait par an sur des conversations téléphoniques y compris à l'intérieur des pays africains, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat. »

Après la chute de ses amis Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte, Nicolas Sarkozy envisage la chute prochaine de Kadhafi dans le mouvement populaire et démocratique du 15 février 2011 réclamant plus de liberté politique. Un groupuscule hétéroclite va être organisé et armé par les Occidentaux. Il s'agit du Comité National de Transition (CNT). La machine pour évincer Kadhafi est lancée et Sarkozy est au premier rang. Le 26 février, le Conseil de sécurité des Nations Unies impose un embargo sur la « vente d'armes et de matériels connexes à la Libye ». Deux jours plus tard, le 28 février, l'Union européenne fait de même. Le 5 mars, le CNT se déclare le « seul représentant de la Libye » aussitôt reconnu par la France puis par l'Union Européenne. Cependant, Kadhafi demeure au pouvoir. Il a le soutien de sa population, des dirigeants africains et d'autres pays. Voyant le vent tourner et leur instrument le CNT en perte de vitesse sur le terrain, les Occidentaux décident d'intervenir eux-mêmes sous prétexte de protéger les civils. Le 17 mars 2011, l'impérialisme avance son dernier pion : le Conseil de sécurité de l'ONU autorise le recours à la force militaire pour « protéger les civils contre l'armée loyale à Kadhafi ». **Les véritables objectifs, la protection des intérêts des puissances impérialistes en Libye sont ainsi masqués.** Cette guerre ne vise pas à « protéger les civils ». C'est une guerre réactionnaire et impérialiste. Les Occidentaux s'engagent alors à visage découvert Les 18 et 19 mars, après l'attaque de Benghazi, « capitale » des rebelles, par les pro-Kadhafi, la coalition impérialiste, pardon « internationale », passe à l'offensive militaire : les États-Unis, la France et le Royaume-Uni bombardent les forces de Kadhafi, qui se replient vers l'ouest. Le 31 mars, l'Otan prend les commandes de l'opération. La guerre impérialiste est maintenant au grand jour. Elle va durer neuf mois, jusqu'à la capture du colonel Kadhafi le 20 octobre 2011, remis aux rebelles pour qu'ils l'assassinent. En effet, la décision de tuer Mouammar

L'ONU, instrument de « légalisation » des guerres impérialistes occidentales

¹ Adon GNAGNGUI, *Afrique subsaharienne, côte d'Ivoire. Dans l'engrenage de la Françafrique*, EDilivre, Paris, 2013, p. 97

* Président du Mouvement pour la Renaissance de l'Afrique (MORAF). Voir www.moraf.news